



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté complémentaire n° PCICP2023061-0001

modifiant les prescriptions de l'autorisation accordée à la société PETIT-BATEAU, sise 15 rue du
Lieutenant Pierre Murard à TROYES

—
La préfète de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 novembre 2003 accordé à la société PETIT-BATEAU située à TROYES pour l'exploitation d'une installation ;

VU l'arrêté préfectoral n° IDF-2022-02-22-00008 du 22 février 2022 d'orientations pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2022034-0001 du 3 février 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la note ministérielle du 16 septembre 2019 du Ministère de la transition écologique et solidaire ;

VU l'état des lieux 2019 réalisé par l'Agence de l'eau Seine-Normandie et adopté à l'unanimité par le comité de bassin le 4 décembre 2019 ;

VU le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands approuvé par arrêté du 23 mars 2022 ;

VU le rapport du 25 juillet 2022 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

VU le courrier recommandé avec accusé de réception du 12 décembre 2022 transmettant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations à l'autorité administrative ;

VU les remarques de l'exploitant par courriel du 19 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise dans son article 14 que « l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau » et que « l'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences [...] de sécheresse » ;

CONSIDÉRANT l'objectif 4.1.4 du SDAGE 2022-2027 visant le bon état quantitatif de la masse d'eau de prélèvement d'ici 2027 ;

CONSIDÉRANT que la masse d'eau est identifiée dans l'état des lieux 2019 établi par l'Agence de l'eau Seine-Normandie comme susceptible de ne pas atteindre les objectifs environnementaux de bon état à l'horizon 2027 du fait des prélèvements y étant réalisés ;

CONSIDÉRANT l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans fixé dans la feuille de route découlant des Assises de l'eau, et rappelé par la Ministre de la transition écologique et solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;

CONSIDÉRANT que, s'agissant de mesures de restriction sur des consommations d'eau liées au « process », le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 préconise la prise d'arrêté préfectoraux complémentaires (APC) à l'arrêté d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que le niveau de prélèvement de l'établissement dans la masse d'eau « craie du Senonais et Pays d'Othe » est de plus de 90 000 000 m³ en 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'analyse des volumes prélevés par l'établissement depuis 2019 montre qu'un abaissement du volume maximal de prélèvement autorisé est envisageable, et n'engendrerait pas de contrainte supplémentaire dans l'activité de l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, par conséquent, d'encadrer les prélèvements et rejets de la société PETIT-BATEAU dans les conditions de sécheresse ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1. AUTORISATION

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement situées 15 rue du Lieutenant Pierre Murard sur le territoire de la commune de Troyes et exploitées par la société PETIT-BATEAU désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

ARTICLE 2. PRESCRIPTIONS GÉNÉRIQUES PORTANT SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION EN CAS DE SÉCHERESSE

Les mesures suivantes doivent être mises en œuvre dès dépassement du seuil d'alerte pour la zone d'alerte associée à la masse d'eau de prélèvement :

- Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau et sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- Interdiction de laver les véhicules de l'établissement et les abords des installations de production à l'eau claire ;
- Limitation des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ;
- Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateur d'un gros volume d'eau, sauf si cette obligation s'oppose à d'autres réglementations associées à la sécurité.

Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité.

En cas de dépassement du seuil d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai d'une semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, du seuil d'alerte renforcée ou du seuil de crise, un rapport reprenant l'ensemble des dispositions mises en place et indique la période d'arrêt estivale des activités pour raison de congés le cas échéant.

ARTICLE 3. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÉCHERESSE

L'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n°03-4047A du 17 novembre 2003 est renforcé par les prescriptions suivantes :

Dès lors qu'un arrêté préfectoral portant adoption des limitations des usages de l'eau sur la zone d'alerte associée au milieu de prélèvement de l'installation est publié, l'exploitant est autorisé à prélever l'eau dans le milieu naturel, à des fins industrielles, dans les conditions suivantes :

Origine de la ressource		Volume maximal de prélèvement (m³)			
Masse d'eau souterraine	Code national de la masse d'eau (SANDRE)	Stade de sécheresse déclenché	Horaire	Journalier	Hebdomadaire
Craie du Senonais et Pays d'Othe	HG209	Alerte	50	800	3700
		Alerte Renforcée	45	700	3360
		Crise	40	600	2800

Durant la période hydrologique critique définie dans l'arrêté préfectoral portant adoption des limitations des usages de l'eau, pour tous les usages non liés au process, notamment les arrosages d'espaces verts, le lavage des véhicules, voiries et bâtiments ne répondant pas à des exigences sanitaires, les mêmes limitations que celles adoptées pour le public ou les collectivités s'appliquent. Les exercices d'incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau seront reportés, sous réserve du respect d'autres réglementations associées à la sécurité.

ARTICLE 4. AUTOSURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

Les relevés des volumes prélevés dans le milieu naturel et dans le réseau d'alimentation en eau potable de TROYES sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application de télédéclaration GIDAF avec une fréquence de transmission hebdomadaire lorsqu'un arrêté préfectoral portant adoption des limitations des usages de l'eau sur la zone d'alerte associée au milieu de prélèvement de l'installation est en vigueur.

ARTICLE 5. BILAN

L'exploitant établit à l'issue de chaque période de sécheresse (ou de situation hydrologique critique) encadrée par arrêté préfectoral portant adoption des limitations des usages de l'eau sur la zone d'alerte associée au milieu de prélèvement de l'installation, un bilan des actions mises en œuvre comprenant un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et qualitatif des réductions d'impact des rejets. Il précise également les actions concrètes, graduées si nécessaire, mises en œuvre en cas de déclenchement des différents seuils « alerte », « alerte renforcée » et « crise ». Ce bilan est transmis dans le mois suivant à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6. NOTIFICATION DE L'ARRÊTÉ ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société PETIT BATEAU.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de TROYES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis sera affiché par le maire de la commune de TROYES, en mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de la coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le **02 MARS 2023**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.